La crise au Burundi au cœur du sommet des Etats de l'Afrique de l'Est

RFI, 20-05-2017 La Tanzanie accueille ce samedi 20 mai, un sommet de la Communauté des chefs d'Etat des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC). Ces derniers doivent notamment se pencher sur la crise politique dans laquelle est enlisé Burundi depuis deux ans. Le dialogue prÃ′né par le médiateur, l'ex-président tanzanien Benjamin Mpaka, est au point mort. Il s'en remet aux chefs de la région vers lesquels se tourne également la figure de la société civile burundaise, Gabriel Rufyiri.

Le Burundi traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans. La décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ"me mandat - qu'il a obtenu depuis lors - a entraîné une grave crise socio-économique caractérisé par de nombreuses p\(\text{A} \) onuries et une crise politique. Le dialoque de sortie de crise, initi\(\text{A} \) par l'ancien pr\(\text{A} \) sident tanzanien Benjamin Mkapa, est au point mort depuis le d\tilde{A}\tilde{D}\tilde{but, le pouvoir refusant de s'asseoir avec une opposition en exil accus\tilde{A}\tilde{D}\tilde{D}\tilde{but.} d'être derrià re les violences au Burundi. Il a donc décidé de s'en remettre au sommet des chefs de l'EAC qu'il a mandatée pour qu'elle prenne des décisions à même de relancer sa facilitation. De son cà té. l'une des figures de la société civile burundaise, Gabriel Rufyiri, en appelle également aux chefs de l'Etat du Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Soudan du Sud, leur demandant de «Â sauver Â» une population qui s'enfonce dans une misà re sans nom, selon ses propres termes. «Â Imaginez un pays qui n'a ni électricité, ni carburant, ni sucre, ni médicaments. C'e qui est pratiquement invivable. Donc nous lançons vraiment un cri d'alarme pour que les chefs d'Etat de l'EAC pu prendre des mesures qui s'imposent, puissent ramener de l'espoir. Parce qu'aujourd'hui tous les yeux des Bur braqués vers le sommet de l'EAC. C'est pour cette raison que nous demandons aux chefs d'Etat de l'EAC d les parties en conflit, plus particulià rement le gouvernement, de rejoindre la table des négociations. Si rien n'est fait, vous voyez que le Burundi va être un enfer ! Â», a déclaré à RFI Gabriel Rufyiri. «Â Mauvaises manià res Â» de l'U européenneÂ? Le président Ougandais Yoweri Museveni a préféré critiquer vivement les sanctions de l'Union européenne à l'égard du Burundi. «Â C'est notre problÃ"me. C'est à nous de le résoudre. Avec l'Union européenne no avons un souci : unilatéralement vous prenez des sanctions contre le Burundi alors que c'est un de nos membres. C'est pareil avec le soudan du sud. Récemment à l'ONU, il y a également eu des discussions sur de possibles sanctions, mais c'est quoi ces mauvaises manià res ? Â», a-t-il lancé sous les rires de l'assistance. «Â S'il y a quelqu'un qui connait la situation du Soudan du Sud, c'est moi. A l'heure où je vous parle, il y un millier de réfugiés sud soudanais en Ouganda, mais vous, au nom de quoi vous vous vous melez du soudan du sud ? S'il vous plait, notre maison est notre maison, n'y rentrez pas sans nous demander notre avis Â», a conclu Yoweri Museveni. Une position similaire à celle du gouvernement burundais, qui milite pour la levée des sanctions européennes. Dans ce but, le Burundi, en tant que membre de l'EAC, refuse de signer l'APE, un accord de partenariat économique entre la communauté d'Afrique centrale et l'Union européenne. Il bénéficie sur ce point aussi du soutien de Yoweri Museveni et de l'EAC. Gaston Sindimwo, premier vice-président du Burundi, se félicite du «Â consensus des chefs d'Etat et de gouvernement de l'EACÂ Â propos. Il demande à l'UE «Â d'enlever les sanctions contre le Burundi pour pouvoir rediscuter de cette question. [...] C'es une condition sine qua non Â». Violations des droits de l'Homme En réponse, l'ambassadeur de l'UE en Tanzanie et auprÃ"s de l'EAC, Roeland van de Geer, a insisté sur le fait que «Â les sanctions resteront en place tant que la situation ne changera pas Â» au Burundi. Il rappelle que «Â tant que des violations des droits de l'Homme se poursuivront dans le pays, il sera trÃ"s difficile de lever Â» les mesures restrictives mises en place. Mais «Â dÃ"s qu'il y aura une améliorati significative de la situation, alors les choses pourront changer Â». Le diplomate européen n'entend pas céder à la pression, puisque d'aprÃ"s lui «Â les restrictions imposées au Burundi dépendent de la situation au Burundi et pas de l'accord de partenariat économique Â». Charles Nditije, président du Cnared, plateforme de l'opposition burundaise el exil demande en écho à «Â l'Union européenne de rester ferme Â» face au «Â pouvoir criminel de Bujumbura Â» revanche particulià rement déçu par l'attitude de l'EAC. Non sans ironie, il déclare que «Â si l'EAC est une famille, no nous serions attendus à ce que cette famille, ces chefs d'Etat qui sont réunis, puissent venir en aide à une partie des

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

membres de sa famille qui sont en train d'être tués chaque jour qui passe Â».